

Retour sur le Sommet des Amériques de Mar del Plata: quelles directions pour la société civile ?

Louis-Frédéric Gaudet et Rachel Sarrasin *

La tenue du IV^{ème} Sommet des Amériques de Mar del Plata les 4 et 5 novembre derniers s'inscrit à la suite des démarches de négociations entreprises en 1994 en vue de la construction d'un vaste projet d'intégration régionale. Le projet des Amériques englobe à la fois une dimension économique, par la création d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et une dimension politique et sociale, à travers l'axe central de la promotion de la démocratie et divers enjeux corollaires. Pourtant, les pourparlers sur les enjeux commerciaux de la ZLÉA ont été totalement écartés du programme prévu pour le IV^{ème} Sommet des Amériques, alors que l'agenda de travail portait sur les thèmes « créer des emplois pour combattre la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique ».

Ceux et celles qui s'intéressent aux enjeux de la mondialisation et du libre-échange se souviendront certainement du précédent Sommet des Amériques qui s'était tenu à Québec, en avril 2001, comme d'un événement marqué par les débats sociaux et la contestation. La rencontre des chefs d'État et de gouvernement du continent¹ avait alors été la scène de

mobilisations populaires massives que les impressionnantes mesures de sécurité mises en œuvre par les forces de l'ordre n'avaient pas suffi à écarter. Ces événements avaient représenté un moment catalyseur pour le mouvement altermondialiste, relayant l'esprit exprimé dans les manifestations en marge des rencontres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en 1999 et de la Banque mondiale à Washington en 2000, notamment.

Or, à l'occasion de ce IV^{ème} Sommet des Amériques en Argentine, quelle place a occupé la société civile ? Alors que la couverture médiatique de la rencontre a fait grand cas des différends entre les États-Unis et les pays membres du Mercosur, auxquels s'était lié le Venezuela, cette chronique se propose plutôt de dresser un portrait des initiatives de participation de la société civile dans le cadre du Sommet de Mar del Plata. Une première partie détaillera les mesures de participation institutionnalisée, également désignées comme l'approche *top-down*² de la participation, référant aux initiatives

participer au processus, ce qui explique l'exclusion de Cuba des pourparlers.

² Pour plus de détails sur les concepts de participation institutionnalisée et de participation émancipée, voir le texte de Gaëlle Breton-Le Goff, *Mondialisation et démocratie: Évaluation de la participation normative des OING à la gouvernance globale*. Montréal : Chaire UNESCO d'études des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, UQAM, 2000. En ligne : <http://www.unites.uqam.ca/philo/UNESCO/>

* Candidat à la maîtrise en science politique à l'Université de Colombie-Britannique. Rachel Sarrasin M.A. en science politique, Université du Québec à Montréal et enseignante en science politique dans le réseau collégial.

¹ Rappelons que seuls les chefs d'État et de gouvernement démocratiquement élus et reconnus comme tels par l'Organisation des États américains (OEA) sont autorisés à

convoquées et organisées par les autorités publiques impliquées dans les négociations. En deuxième lieu, les initiatives de participation émancipée seront abordées, soit celles organisées de façon autonome par les groupes de la société civile selon l'approche *bottom-up*. À la fin de cette démarche, il s'agira de provoquer quelques questionnements quant aux défis qui se posent à la société civile après une décennie de négociations du projet des Amériques.

Les mesures de participation institutionnalisées

Dès le début des pourparlers sur l'intégration continentale, la participation de la société civile a été identifiée par les gouvernements impliqués comme une dimension centrale du volet politique du programme et une composante essentielle au renforcement de la démocratie sur le continent³. Dans ce contexte, la société civile est comprise comme désignant « le secteur des affaires et autres secteurs productifs, du travail, de l'environnement et des universités⁴ ». C'est dans cette perspective qu'a été créé en 1998 le Comité des représentants gouvernementaux pour la participation de la société civile (SOC)⁵ dont l'objectif consiste à recueillir les points de vue exprimés par les groupes de la société civile et à les diriger vers les instances de négociation concernées par la définition de la ZLÉA. Mis sur pied à l'occasion de la rencontre ministérielle de San José, le SOC représente le principal canal de transmission des avis de la société civile sur les enjeux liés à la dimension économique et commerciale du projet d'intégration.

Par ailleurs, à la différence des mécanismes de participation institutionnalisés dans le cadre des rencontres de discussion portant spécifiquement sur la ZLÉA, le processus du Sommet des Amériques n'avait jusqu'à tout récemment pas prévu de voie officielle pour la participation de

la société civile. Bien que l'Organisation des États américains (OEA), membre du Comité tripartite des négociations, contribue depuis le Sommet de 1998 au développement des liens entre les groupes de la société civile et les gouvernements de la région, ce n'est que suite au III^{ème} Sommet des Amériques de 2001 que sont renforcées les responsabilités du Secrétariat du Sommet des Amériques, rattaché à l'OEA, en ce qui a trait à la participation de la société civile dans le processus des Sommets. En 2004, la Déclaration du Sommet extraordinaire de Monterrey consacre cette volonté de pérenniser la participation de la société civile dans le cadre des sommets des Amériques. Tel que formulé dans la Déclaration de Nuevo Leon:

« Nous [les chefs d'État et de gouvernements des Amériques] encourageons la participation de la société civile au processus des Sommets des Amériques; c'est pourquoi nous proposons d'institutionnaliser les rencontres avec la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé⁶ ».

Ainsi, conformément aux engagements affirmés dans les déclarations officielles des rencontres précédentes et aux lignes directrices précisées lors du Sommet extraordinaire de 2004, les négociateurs ont choisi de faire de la participation de la société civile un élément central des étapes menant à la tenue de l'événement de Mar del Plata. Le Secrétariat du Sommet des Amériques, avec la contribution de l'*Open Society Institute* des États-Unis, a ainsi mis sur pied le *Inter-American Civil Society Partnership Initiative* dans le but de promouvoir et de favoriser la participation des groupes de la société civile dans le processus des sommets, entre mai 2004 et décembre 2005. Selon l'OEA, dans le cadre de ce projet,

« the enhanced space for interaction allows representatives of CSOs [Civil Society Organisations] not only to participate in meetings as observers, but also to exchange views with official delegates, to comment on resolutions and official documents as they are prepared, and to help in the implementation and monitoring of special initiatives⁷ ».

gaelle_breton.htm. Au sujet des approches *top-down* et *bottom-up* de la participation, consulter Maria Isabel Botto et Diana Tussie, *La internacionalización de la sociedad civil: mitos y realidades de la participación en la agenda hemisférica*, Buenos Aires, Facultad Latinoamericana de ciencias sociales (FLACSO)/Programa de estudios sobre instituciones económicas internacionales (PIEI), 2003.

³ Les déclarations officielles et plans d'action issus des différentes rencontres de négociations réaffirment à chaque occasion le caractère fondamental de ce volet.

⁴ Déclaration ministérielle de San José, 1998.

⁵ Des informations sur le SOC sont disponibles dans la section qui lui est consacrée sur le site officiel de la ZLÉA : http://www.ftaa-alca.org/SPCOMM/COMMCS_f.asp

⁶ Déclaration de Nuevo Leon, 2004.

⁷ OEA, *IV Summit of the Americas, Caribbean Sub-Regional Civil Society Forum: Creating Jobs to Fight Poverty and Strengthen Democratic Governance*. En ligne : <http://www.civil-society.oas.org/>.

Une initiative complémentaire intitulée *Strengthening Civil Society Participation in the Summit of the Americas and the OAS General Assembly* est mise sur pied avec l'aide de l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID) de manière à favoriser la participation de la société civile dans les enjeux hémisphériques entre septembre 2004 et février 2006.

Plus concrètement, les objectifs de ces programmes ont été réalisés par le biais de divers événements entre représentants de la société civile et représentants gouvernementaux dans les mois précédents le Sommet de Mar del Plata. Ces événements peuvent être classés en fonction de deux axes principaux de collaboration.

D'une part, la société civile a été invitée à soumettre ses recommandations lors de rencontres portant sur le thème général du prochain Sommet. Dans cette première perspective, une série de table-rondes a été organisée par l'OEA avec pour objectif officiel d'engager la société civile dans les préparatifs du IV^{ème} Sommet. C'est ainsi qu'en janvier et en mars 2005, une centaine de représentants des pays du continent ont participé à des rencontres dans le but de formuler des avis à présenter aux États membres de l'OEA sur les enjeux du Sommet.

À l'occasion de ces table-rondes, les participants se sont penchés sur une variété d'enjeux, tels « le lien entre l'éducation et l'emploi, le rôle des gouvernements locaux dans la création d'emploi, l'accès au crédit et la réduction des obstacles administratifs auxquels font face les entreprises, le respect des droits des travailleurs et des enfants, la lutte contre la corruption, la transparence et le renforcement du système judiciaire, et la reconnaissance des risques et opportunités que présente la libéralisation du commerce dans l'hémisphère⁸ ». Dans le même esprit, le Secrétariat du Sommet des Amériques a réalisé un forum hémisphérique pour la société civile intitulé « Rendre réels les bienfaits de la démocratie » en avril 2005, à Washington. L'objectif de ce forum consistait à présenter des opinions et des recommandations sur les thèmes qui seront abordés lors du Sommet, ainsi qu'au

sujet de la Charte démocratique et du rôle de la société civile dans son renforcement. Puis, un Forum régional pour la société civile a eu lieu en septembre 2005 en Argentine, un mois avant la rencontre officielle des chefs d'État et de gouvernement. Les résultats de cette rencontre ont ensuite été présentés aux membres du Groupe de suivi des Sommets (GSS).

Par ailleurs, selon un deuxième axe de collaboration, les échanges avec la société civile ont été orientés en fonction de thèmes et de régions ciblées. D'abord, une série de forums thématiques a été réalisée entre les mois d'avril et de novembre 2005. Chacun de ces forums sollicitait la participation de la société civile sur un enjeu spécifique, toujours dans l'optique de présenter des recommandations à soumettre aux chefs d'États et de gouvernements à l'occasion du Sommet de novembre. En ce sens, l'OEA a convoqué un Forum sur les femmes, un Forum sur le travail, un Forum sur les droits de la personne, un Forum de réflexion visant le secteur académique, un Sommet des peuples autochtones, un Forum de la jeunesse, un Forum de jeunes entrepreneurs et enfin, un Forum de la petite et moyenne entreprise.

Dans cet ordre d'idée, la société civile a été invitée à participer en mars 2005 à un atelier axé sur le thème de l'innovation et du travail décent. Cet événement réunissait notamment des représentants du Conseil syndical de consultation technique en matière de travail (COSATE) et du Conseil patronal de consultation technique en matière de travail (CEATAL). Le Secrétariat du Sommet des Amériques a également prévu la tenue de différents forums sous-régionaux sollicitant la participation des groupes originaires de zones géographiques spécifiques. Les régions des Antilles, de l'Amérique centrale, de la région andine, du Cône Sud et du Mexique ont été visées par ces initiatives. Les différents forums sous-régionaux invitaient des représentants de la société civile des pays membres des régions concernées à soumettre leurs points de vue sur le thème du Sommet de Mar del Plata.

Enfin, une série de réunions a été prévue avec les ministres des Affaires étrangères du continent la veille de la journée d'ouverture du Sommet. Ces réunions concernaient différents secteurs de la société civile qui disposaient d'entre 45 et 90 minutes chacun pour faire part de leurs recommandations aux autorités politiques présentes. Des périodes ont ainsi été prévues au

⁸Gouvernement du Canada, Ministère des Affaires étrangères, Direction des Affaires interaméricaines d'Affaires étrangères Canada, *Compte à rebours du Sommet des Amériques en 2005 en Argentine*, bulletin électronique, février 2005.

programme pour le secteur privé, les organisations syndicales et patronales, les peuples autochtones et finalement, la société civile en général⁹. Un document rapportant les propos présentés lors de la séance pour la « société civile en général » affirme que les participants à cette rencontre ont réitéré leurs demandes pour plus de transparence et un meilleur accès à l'information concernant les négociations sur l'intégration continentale, faute de quoi les organisations présentes s'estiment incapables de se prononcer sur les enjeux véritables du processus du Sommet des Amériques¹⁰. Les participants se sont également prononcés contre tous les pourparlers visant la création de la ZLÉA et la signature d'autres accords de libre-échange sur le continent.

Par ailleurs, les divergences d'interprétation quant à la signification des consultations de la part des représentants gouvernementaux présents à cette rencontre méritent d'être soulignées. Reflétant les divergences qui allaient se répéter quelques jours plus tard dans l'enceinte officielle du Sommet, les représentants de la société civile participant à la discussion ont été témoins de la tension entre les États-Unis et le Venezuela. D'un côté, le représentant de la Maison-Blanche a reconnu l'importance de maintenir la consultation de la société civile, puisque ce sont les individus qui la composent qui élisent les représentants gouvernementaux ensuite responsables de définir les modalités de la coopération hémisphérique. De l'autre côté, réagissant au discours prononcé par son homologue états-unien, le représentant vénézuélien a plutôt insisté sur le fait que la société civile possède non seulement le droit de participer au choix de ses représentants via les élections, mais également celui de prendre part directement aux processus décisionnels sur les enjeux qui la concerne¹¹.

En ce qui a trait plus spécifiquement au secteur privé, notons également qu'un forum hémisphérique intitulé « Rendre réels les bienfaits de la démocratie : le rôle du secteur privé » a eu lieu le 2 novembre 2005. Cet événement faisait suite au Forum du secteur

privé organisé en juin 2005 par l'OEA, avec l'aide du département du Commerce et du département d'État du gouvernement des États-Unis et qui, à l'instar des événements organisés pour solliciter la participation des autres secteurs de la société civile, avait pour objectif de formuler des recommandations à soumettre aux États membres de l'OEA sur le thème du IV^{ème} Sommet.

Les initiatives de participation émancipée

Dans un autre ordre d'idée, différentes initiatives parallèles ont été mises de l'avant de manière autonome par certaines organisations sociales et populaires du continent, en marge du Sommet officiel. L'événement principal consistait en l'organisation d'un III^{ème} Sommet des peuples des Amériques (SDP)¹², convoqué par l'Alliance sociale continentale (ASC)¹³. On se souviendra que l'ASC et les organisations de sa branche québécoise avaient également organisé le 2^{ème} Sommet des peuples des Amériques, en avril 2001, dans le cadre du Sommet des Amériques de Québec.

En prévision du SDP, les branches nationales de l'ASC ont organisé une série d'activités d'éducation et de débats publics. Le penchant québécois de l'ASC, le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) a organisé les 30 septembre et 1^{er} octobre un Forum sur le thème « Vers le III^{ème} Sommet des peuples » avec la présence de représentants d'organisations sociales du Mexique, de la Colombie et de l'Argentine. Ce Forum représentait l'occasion pour les organisations sociales et populaires du Québec de dresser un bilan du chemin parcouru en ce qui concerne les stratégies mises de l'avant dans la lutte pour une autre intégration économique tout en élaborant leurs positions quant à la rencontre de Mar del Plata. Plus précisément, le Forum poursuivait un triple objectif : i) actualiser les analyses sur les enjeux de l'intégration continentale dans un contexte de multiplication et d'approfondissement des accords bilatéraux, ii) ancrer ces analyses et les

⁹ Cette classification des réunions est celle définie par l'OEA.

¹⁰ Carolina Villalba Medero *Organizaciones ciudadanas presentan reclamos a los gobiernos de las Américas*. En ligne:

<http://www.integracionsur.com/alca/mardelplata/VillalbaMdePSociedadCivil.html>

¹¹ *Idem*

¹² On retrouve le site web du III^{ème} Sommet des Peuples à l'adresse suivante : <http://www.cumbredelospueblos.org>

¹³ L'ASC est un réseau d'organisations sociales et populaires issues des quatre coins du continent. Ce réseau a émergé d'un forum de la société civile tenu en parallèle à la rencontre des ministres du Commerce extérieur des Amériques de Belo Horizonte, au Brésil, en 1997, dans le cadre des négociations sur la ZLÉA. Pour plus de détails, consulter le site Web de l'ASC : <http://www.asc-hsa.org/>

alternatives aux modèles courants d'intégration économique dans un contexte québécois et iii) élaborer une proposition québécoise « d'intégration solidaire ». Plus d'une vingtaine de délégués québécois, représentant le milieu syndical et de la solidarité internationale, comptaient se rendre à Mar del Plata afin de participer au SDP¹⁴.

Le III^{ème} Sommet des peuples a ouvert ses activités avec la tenue d'un panel intitulé « Les Amériques face à l'impérialisme et au libre-échange » avec la participation du prix Nobel de la paix Adolfo Pérez Esquivel. Le programme général et les activités du SDP ont été coordonnés par la *Autoconvocatoria contra el ALCA*,¹⁵ un regroupement d'organisations et d'individus issus des secteurs syndical, académique et citoyen argentins. Neufs grands axes thématiques ont été retenus pour regrouper les conférences, panels et ateliers qui auront lieu les 1^{er}, 2 et 3 novembre : i) éducation, ii) énergie, iii) travail, iv) genre v) œcuménisme vi) justice, vii) santé et environnement, viii) communications et ix) commerce équitable. Le Sommet des peuples comptait près de 200 activités, dont sept événements majeurs organisés par l'ASC : a) un atelier sur les alternatives visant l'intégration continentale, b) un atelier sur l'emploi et la redistribution de la richesse, c) un tribunal populaire anti-impérialiste, d) un tribunal populaire des femmes, e) un panel sur la militarisation, f) un panel sur l'OMC et la rencontre ministérielle de Hong-Kong et finalement g) la convocation d'une Assemblée des peuples des Amériques.

Les représentants du SDP ont rendu publiques les résolutions émanant de ces délibérations par la publication d'une déclaration finale¹⁶. Rappelant l'avancement du mouvement citoyen des Amériques dans le contexte de la coopération panaméricaine, la déclaration fait état de deux types de résolutions. D'une part, les représentants du SDP réclament la suspension immédiate et définitive des négociations visant la création de la ZLÉA, ainsi que de tout autre accord régional et bilatéral. D'autre part, la déclaration réitère l'engagement du mouvement

à définir et consolider des alternatives pour une intégration hémisphérique juste et solidaire. Cet engagement semble se traduire par l'endossement de l'initiative vénézuélienne de l'ALBA¹⁷.

Parallèlement, les organisateurs du SDP avaient convié tous les opposants au IV^{ème} Sommet des Amériques de Mar del Plata et à la présence de George W. Bush en sol argentin à une grande manifestation le 4 novembre. Questionné à propos du rôle des manifestations populaires dans l'enlisement des travaux du Sommet des Amériques et de la ZLÉA, le secrétaire états-unien aux affaires interaméricaines, Thomas A. Shannon, a minimisé l'importance et affirmé que « ces rassemblements étaient dorénavant coutume et accompagnaient toute rencontre internationale d'envergure¹⁸ ».

Quelque 25 000 manifestants ont répondu à l'appel, auxquels se sont joints, entre autres, Hugo Chavez, Evo Morales¹⁹ et la star du soccer argentin, Diego Maradona. Ponctué par des actions directes à l'endroit des symboles de l'économie américaine et des affrontements isolés avec les 7000 policiers protégeant le périmètre de sécurité du sommet officiel, la marche s'est terminée par une allocution du président vénézuélien. Sans surprise, ce dernier a fustigé l'administration états-unienne et ses intentions de soumettre l'Amérique latine aux intérêts de la Maison Blanche tout en déclarant le projet de la ZLÉA « mort et enterré »²⁰.

Ailleurs dans les Amériques, des manifestations décentralisées en solidarité avec les militants présents à Mar del Plata ont également eu lieu. À Montréal, les militants anti-capitalistes ont formé

¹⁴ Voir le site Web du RQIC : <http://www.rqic.alternatives.ca/RQIC-fr.htm>

¹⁵ Autoconvocation contre la ZLÉA.

¹⁶ Déclaration finale du III^{ème} Sommet des peuples de l'Amérique. En ligne : http://www.cumbredelospueblos.org/articulo.php3?id_articulo=107

¹⁷ « Nous nous engageons à favoriser et mettre de l'avant des processus alternatifs d'intégration régionale, comme peut l'être l'Alternative bolivarienne des Amériques (ALBA) ». Réf. : Déclaration finale du III^{ème} Sommet des peuples de l'Amérique. *Op cit.*

Alternativa bolivariana para la América [Alternative bolivarienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes] se veut un projet d'intégration populaire et solidaire. Il a comme objectif la création d'avantages coopératifs entre les nations latino-américaines qui permettraient de compenser les asymétries de développement économique et social. En ligne : <http://www.alternativabolivariana.org/>

¹⁸ [notre traduction] Larry Rother et Elisabeth Bumiller. « Hemispheric Meeting End Without Trade Consensus », *New York Times*, 6 novembre 2005.

¹⁹ Evo Morales est le dirigeant du mouvement *cocalero* bolivien et candidat présidentiel du parti *Movimiento al Socialismo*. Il figure présentement en tête des sondages.

²⁰ Larry Rother et Elisabeth Bumiller, *op. cit.*

une coalition *ad hoc*, principalement composée de militants issus des milieux libertaire, de la solidarité internationale et étudiant, qui a organisé un carnaval de rue ayant comme objectif la réappropriation de l'espace public contre la privatisation du continent²¹. Le Comité de solidarité avec l'Amérique latine de Québec a quant à lui organisé une manifestation le samedi 5 novembre, suivi d'une conférence-discussion sur le libre-échange, la résistance et le militantisme avec des acteurs ayant participé activement aux mobilisations contre le Sommet des Amériques de Québec.

Enjeux et perspectives de la participation

Au-delà du constat de la diversité des initiatives de participation présentées dans les sections précédentes, il est légitime de s'interroger sur les retombées concrètes de ces mesures et les défis qui se posent à la société civile. Bien qu'il demeure difficile d'évaluer l'impact de l'opposition à l'intégration économique et au programme du Sommet des Amériques, un constat d'ensemble s'impose : les organisations sociales et populaires qui composent la société civile²² n'ont pas, à elles seules, la capacité d'exercer suffisamment d'influence pour établir de nouvelles normes susceptibles de transformer l'agenda du processus d'intégration continentale en faveur d'une prise en considération de leurs critiques²³. Dans le meilleur des cas, leurs critiques sont relayées, de facto, par les gouvernements dissidents, à l'intérieur même des sommets. Ceci s'explique par différents facteurs.

Dans un premier temps, force est de constater à même la progression des événements qu'il y a une institutionnalisation graduelle de la participation de la société civile dans les pourparlers, ce qui en soit représente un précédent dans le cadre de négociations commerciales. Cependant, la multiplicité des mécanismes de participation et des recommandations qui découlent de ces diverses initiatives pose le risque d'une fragmentation des critiques au processus et d'une dilution des

revendications. L'impact des recommandations de la société civile présentées dans le contexte des mesures de participation institutionnalisée résulte en effet en un accroissement des engagements souscrits dans les déclarations officielles. En ce sens, alors qu'il est possible de dénombrer 141 engagements dans le plan d'action de Santiago en 1998, celui du Sommet de Québec en 2001 en comptait 245²⁴.

Pourtant, ces résolutions ne s'accompagnent pas de mesures de renforcement aptes à assurer leur réalisation. Au contraire, il ressort plutôt des discours des gouvernements impliqués dans les pourparlers que seuls la création de la ZLEA et les bienfaits de la libéralisation économique seront à même de garantir le respect des clauses sociales et politiques formulées dans les recommandations de la société civile. Ainsi, lors d'une allocution devant le GSS en juin 2005, Pierre Pettigrew, ministre canadien des Affaires étrangères, déclarait :

« la création d'une Zone de libre-échange des Amériques jouera un rôle important dans notre stratégie en faveur de la prospérité et de l'équité dans la région. (...) Comme elle est susceptible de favoriser grandement la création d'emplois et l'investissement, nous croyons que la ZLEA demeure le meilleur moyen de contribuer à une Amérique prospère. Et, une région prospère sera mieux outillée pour élaborer et mettre en oeuvre une Charte sociale²⁵ efficace. »²⁶

Or, le processus de la ZLEA en est actuellement à un point stagnant, comme en témoigne les profondes divisions exprimées par les gouvernements impliqués dans la Déclaration officielle du Sommet de Mar del Plata²⁷. Dans

²¹ Voir le site web du Comité Anti-Zléa : <http://www.bilateraux.cjb.net/>

²² À la différence de la définition de la société civile employée par les gouvernements impliqués dans les négociations, notre utilisation du terme dans cette dernière section exclut le secteur des affaires.

²³ Margaret A. Keck et Kathryn Sikinkk, *Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca: Cornell University Press, 1998.

²⁴ Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL), « Free Trade Area of the Americas », *FOCAL Point : Spotlight on the Americas.*, édition spéciale, novembre 2003. En ligne : http://www.focal.ca/pdf/special_edition_november03.pdf

²⁵ Le projet d'une Charte sociale des Amériques a été présenté par l'ambassadeur du Venezuela à l'OEA, Jorge Valero, en juin 2004 lors de la XXXIVe assemblée générale de l'Organisation. Son contenu est accessible à l'adresse suivante : <http://www.venezuela-oas.org/SocialCharteroftheAmericas.htm>

²⁶ Réunion du Groupe de suivi du Sommet (GSS), *Notes pour une allocution du ministre des Affaires étrangères du Canada, l'Honorable Pierre S. Pettigrew*. En ligne : http://www.dfait-maeci.qc.ca/latinamerica/notes_SIRG-fr.asp

²⁷ À ce sujet, le point 19 de la Déclaration de Mar del Plata précise deux positions officielles face à la ZLEA, la première réaffirmant la volonté de certains gouvernements d'en arriver

ce contexte, si la réalisation de l'intégration économique des pays du continent est la seule voie de réalisation des revendications sociales, alors l'influence des groupes de la société civile dans les mécanismes de participation institutionnalisée concernant le processus du Sommet des Amériques s'avère limitée et porteuse de peu de pouvoir.

En ce qui concerne la participation émancipée, la construction d'alternatives à l'intégration continentale est confrontée à un certain nombre d'obstacles d'ordre stratégique. Tout d'abord, on peut se questionner sur la continuité historique entre le III^{ème} SDP et le II^{ème} SDP, mais également avec les forums sociaux et les rencontres continentales contre la ZLÉA. Si on se fie à l'agenda du SDP de Mar del Plata, il semble que la lutte contre la ZLÉA ne soit plus la principale priorité des organisations sociales des Amériques, du moins celles qui étaient présentes à l'événement. Seulement 3 ateliers, sur un total de plus de 150, ont été consacrés spécifiquement à la ZLÉA alors que la thématique même du libre-échange n'a occupé qu'une douzaine d'ateliers²⁸. Cette situation s'inscrit en rupture profonde avec la tenue du Forum social des Amériques de Quito, en 2004, où la contestation à la ZLÉA était sur toutes les lèvres et au cœur de nombreux débats. À l'époque, ce ne sont pas moins de 30 ateliers qui ont porté sur la ZLÉA et ses thématiques afférentes²⁹. N'eut été de l'obstination des États-Unis et de leurs alliés à renouveler l'engagement pour la création de la ZLÉA, qui s'est butée aux réticences des pays du Mercosur et du Venezuela, la ZLÉA n'aurait probablement pas accaparé autant l'attention des militants et des médias.

À trop vouloir multiplier les rendez-vous, qui deviennent en eux-mêmes l'objet de la mobilisation, et sans nécessairement effectuer de suivi formel d'une rencontre à l'autre, il est à

prévoir, à court ou moyen terme, qu'un effet d'essoufflement se fera ressentir chez les militants fidèles aux grands rassemblements de l'altermondialisme. À cet égard, l'ASC pourrait jouer un rôle plus actif dans la coordination des divers niveaux d'intervention dans les Amériques, d'autant plus qu'on se demande ce qui différencie et caractérise la personnalité de ce Sommet des peuples d'avec les autres forums sociaux de tout acabit. Pourtant, les liens entre les thématiques discutées dans le cadre du Sommet officiel et ceux du SDP sont bien minces. À titre d'exemple, on semble peu apte à remettre en question le principal résultat émanant de la coopération hémisphérique, à savoir la Charte démocratique interaméricaine, alors que cette dernière cristallise une vision procédurale de la démocratie, difficilement conciliable avec l'option de la démocratie participative que revendiquent plusieurs mouvements sociaux dans les Amériques.

Ensuite, il s'agira de voir si le partage d'informations et d'expériences qui s'effectuera à travers la tenue d'ateliers et de conférences pourra se traduire par l'élaboration de nouvelles stratégies de résistance et la consolidation d'alternatives susceptibles de rejoindre un nombre toujours grandissant d'organisations sociales et de recevoir l'appui de gouvernements impliqués dans les instances de coopération aux niveaux régional et multilatéral. Pour y arriver, il aurait peut-être été préférable de regrouper l'ensemble des thèmes abordés lors du SDP autour d'un enjeu transversal, comme c'était précédemment le cas autour de la perspective de lutte à la ZLÉA. Sans l'apport d'un enjeu fédérateur, on risque de renforcer l'impuissance et l'éclatement politique du mouvement social continental. Il faut mentionner qu'à cet égard, la fragmentation de la ZLÉA à travers une multitude d'accords bilatéraux ne fait que renforcer cette dynamique.

Finalement, le visage des mouvements altermondialistes est en transformation, à en croire les rassemblements et les manifestations qui se sont faits plus discrets pour l'événement de Mar del Plata. En effet, les manifestations d'opposition à la libéralisation des marchés et au capitalisme ont diminué en ampleur au cours des deux dernières années. Bien que l'opposition dans la rue ne représente qu'un des nombreux aspects d'une lutte plurielle, tant dans ses tactiques que dans ses revendications, il n'en demeure pas moins que cet essoufflement,

à la signature éventuelle d'un accord, la deuxième soulignant plutôt les réserves exprimées par d'autres pays participants face à cette éventualité.

²⁸ Voir le programme du III^{ème} Sommet des Peuples de Mar del Plata : http://www.cumbredelospeublos.org/IMG/pdf/PROGRAMA_CUMBRE.pdf

²⁹ Dorval Brunelle, « Le premier Forum Social des Amériques. Quito du 26 au 30 juillet 2004 », *Chronique des Amériques*, 04-23, Montréal : Université du Québec, 2003, p.3. En ligne : http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_0423_FS_Ameriques_Quito.pdf

davantage perçu en Amérique du Nord, s'est en grande partie traduit par l'évacuation du débat public des impacts de l'intégration économique sur l'organisation de nos sociétés.

Il s'agira donc d'observer dans quelle mesure la tenue du IV^{ème} Sommet des Amériques ramènera ce sujet à l'ordre du jour dans les prochains mois et comment la société civile entendra dépasser les défis auxquels elle est confrontée. À ce sujet, il faudra notamment porter une attention particulière à la rencontre ministérielle de l'OMC, à Hong-Kong, en décembre prochain. Il y a fort à parier que l'émergence de nouvelles normes susceptibles de transformer l'agenda de la libéralisation des échanges, ou non, reposera sur les gouvernements dissidents participant à la rencontre. Reste à savoir de quelle manière leurs critiques s'articuleront avec celles de la société civile.